ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE



René BAULÈS
cheminot,
adjoint au maire à Capdenac

Madame,

Mademoiselle,

Monsieur,

Comme des millions de Françaises et de Français vous avez mis tous vos espoirs dans la victoire de la gauche unie sur un bon programme commun de gouvernement parce que vous estimez que la vie que vous menez ne peut plus durer ainsi.

Le patron des patrons, Ceyrac, et le pouvoir accusent le programme commun de vouloir casser l'économie. Rien n'est plus faux, c'est le régime actuel qui casse l'outil de travail de centaines de milliers de personnes. C'est la course aux profits sans cesse accrus des grands maîtres de l'industrie et de la finance qui menace les usines de notre arrondissement : A.U.M.D., Vallourec, la Vieille Montagne, et qui pèse de plus en plus lourd sur les petites et moyennes entreprises notamment à Villefranche-de-Rouergue où plusieurs viennent de déposer le bilan. C'est cette politique en faveur des plus **riches qui a chassé** 14.000 actifs de l'agriculture dans notre département, **depuis 1968.**

Vous n'acceptez plus de fermeture d'usine, vous ne voulez plus perdre un seul actif dans l'agriculture. Vous en avez assez des conditions de travail de plus en plus pénibles, vous en avez assez des privations parce que votre salaire ou votre revenu, trop faible, ne suffit plus à faire face à vos besoins et à ceux de votre famille. Vous ne voulez plus avoir à craindre le chômage ni pour vous, ni pour vos enfants. Enfin vous voulez pouvoir vous exprimer sans crainte dans votre atelier ou votre bureau. En un mot vous voulez changer, changer vraiment !... Et c'est pour cela que vous avez fait confiance — ou que vous alliez le faire — aux partis de gauche qui s'étaient unis sur le programme commun.

Comme nous, vous avez sans doute été choqués par l'attitude de Robert Fabre lorsqu'il a claqué la porte aux négociations en septembre dernier. — Comme nous, vous avez été surpris des félicitations qu'ont reçus nos alliés de la part des dirigeants américains et allemands. Vous vous êtes interrogés et vous vous interrogez peut-être encore sur la situation existant dans la gauche. Vous avez pu vous demander pourquoi nous vous alertions avec tant de force sur le comportement de nos partenaires, or, vous pouvez mieux voir maintenant combien nous avions raison.

Comment ne pas penser que le Parti socialiste et les Radicaux de gauche, qui un jour disent une chose et le lendemain une autre, veulent éviter de prendre des engagements clairs devant les électeurs et garder les mains libres au lendemain des élections ?

Nous disons : cette attitude n'est pas conforme à ce qu'attendent les travailleuses et les travailleurs.



Paul MOUYSSET
employé,
maire de Firmi.

Notre position est claire :

Nous voulons le changement, nous voulons l'application du programme commun bien actualisé, et nous voulons l'union.

Nous disons à nos partenaires : il faut changer ! Ne restez pas sourd à la volonté des travailleurs de voir leurs revendications satisfaites et de mettre fin à la domination de la grande bourgeoisie ! Revenez au programme commun, revenez à l'union !

Car la question est là et non dans un désistement automatique. Au printemps, le SMIC sera-t-il ou non à 2.400 F ? Les allocations familiales seront-elles ou non augmentées de 50 % ? La durée du travail sera-t-elle ou non ramenée à 40 heures ? La retraite sera-t-elle ou non possible à 55 ans pour les femmes, à 60 ans pour les hommes ? Oui ou non n'y aura-t-il plus de retraite inférieure à 130.000 A.F. par mois ?

Au printemps, la lutte contre le chômage, l'inflation seront-elles enfin entamée ? En finira-t-on avec les sacrifices, la misère ?

Et pour cela, oui ou non, au printemps, se donnera-t-on les moyens économiques de cette politique sociale ? Nationalisera-t-on les neuf groupes et leurs filiales que prévoyait de nationaliser le programme commun ? Oui ou non la sidérurgie, Peugeot, Citroën et le pétrole deviendront-ils les biens de la nation ? Oui ou non le capital et la fortune seront-ils imposés ? Oui ou non fera-t-on payer les riches ?

L'homme vit de pain et il vit aussi — c'est essentiel — de liberté, de responsabilité. Des millions d'hommes et de femmes de notre pays éprouvent une faim grandissante de démocratie. Ils aspirent à se prendre en charge. Oui ou non verra-t-on enfin l'autogestion ?

Oui, il est possible de libérer le pays de l'argent roi, d'aller vers cette société de la liberté, de respect de la dignité humaine, où régnera la fraternité agissante, la justice.

Oui, c'est possible!

Franchement, tout dépend maintenant de vous.

QUI a permis malgré les réticences de nos partenaires qu'en 1972 le programme commun soit conclu ? C'EST VOUS. **C'est vous parce que vous avez approuvé** nos propositions et soutenu nos efforts.

QUI peut aujourd'hui sauver l'union et faire revenir le Parti socialiste et le Mouvement des Radicaux de gauche à un bon accord de gouvernement ? **C'EST VOUS,** si vous nous apportez à nouveau votre soutien le 12 mars.

Même si vous ne partagez pas toutes nos idées, si vous voulez, comme **nous, le changement** : apportez votre voix le 12 mars aux candidats du Parti communiste. Votre voix sera une voix contre la misère et l'austérité, l'injustice et le chômage, ce sera une voix qui criera : « Faites payer les riches ! »

Chaque voix apportée le 12 mars aux candidats du Parti communiste pèsera au plan national, ce sera un pas vers un gouvernement de gauche avec des ministres communistes appliquant le programme commun, et ce sera un pas vers l'union. Car voter communiste le 12, c'est la discussion avec nos partenaires le 13 et la victoire le 19.

Pour l'UNION et le CHANGEMENT VOTEZ et FAITES VOTER pour les COMMUNISTES !

René BAULÈS **Paul MOUYSSET**

Vu, les candidats.

Imprimerie Subervie — RODEZ